



sudct38@grenoble.fr
tél : 06 84 52 10 92



cnt.mairie-grenoble@grenoble.fr
tél : 06 30 59 49 41

Grève des personnels des écoles de Grenoble le 10, 11, 14, 15, 17 et 18 décembre 2020

Les fondations sont pourries, les bricolages ne renforceront pas l'édifice du système scolaire de Grenoble.

En 2015, quelques mois après l'arrivée de l'équipe PIOLLE à la mairie de Grenoble, la première grève éclate dans les écoles. Depuis, malgré le « fameux dialogue social », malgré les alertes du Comité d'Hygiène et Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT) et les constats alarmants des médecins du travail, rien n'a été entendu, rien n'a été fait. Alors, les grèves s'enchaînent d'année en année.

Cependant, pour les élu.es, le personnel n'est autre qu'une variable d'ajustement budgétaire. Pour cela, les élus ont utilisé la ficelle de l'exploitation à outrance avec leurs contrats honteux sur le modèle de l'intérim, mais sans ses maigres avantages. Ces recrutements ont rapidement écœuré les demandeurs d'emploi. Cela a conduit la mairie à déclarer publiquement et dans la presse, il y a moins d'un an, qu'elle ne trouvait plus de candidats à l'Ubérisation made in mairie de Grenoble

Nos syndicats SUD et CNT n'ont cessé de dénoncer l'usure professionnelle de ces agent.es, et la précarisation jusqu'à l'os d'une partie des ATSEM et des Agent.es d'Entretien ainsi que de la quasi-totalité des animat.eur.ices.

Pour les élus, le dialogue social passe par la communication politicienne en direction des parents d'élèves plutôt que par la table de négociation avec les syndicats et les grévistes. Ils distillent leur propagande à travers les listes d'adresses mails des parents d'élèves initialement dédiées à l'échange sur la vie de l'enfant à l'école.

Les annonces de recrutements ne peuvent masquer les nombreux départs en retraite non remplacés, ni l'épidémie de maladies professionnelles invalidantes avec ses interminables attentes de remplaçant.es, ni le découragement et le départ du personnel de la mairie de Grenoble pour d'autres employeurs moins rapaces.

Après avoir laissé pourrir la situation pendant des semaines, épuisé les équipes et supprimé des jours de cantines – assumant un service public dégradé dans les écoles en pleine crise sanitaire – il faut une mobilisation des agent.es, par la grève, pour que la mairie se réveille enfin et prenne ses responsabilités ! Ainsi, 40 animatrices.eurs, 34 agent.es d'entretien et d'office et 3 ATSEM ont pris leur fonction dans les

écoles. Avec quels contrats ? Pour combien de temps ? Mystère ! Même si ces renforts sont les bienvenus, on est encore très loin du compte. Il n'y a toujours pas une Atsem par classe, il y a toujours 54 % de contrats précaires pour les agent.e.s d'entretien, 84 % pour les animateur.trices. Les honteux contrats horaires n'ont toujours pas été supprimés.

Le dialogue social a bon dos ! La mairie propose de créer un groupe de travail paritaire, avec l'ensemble des organisations syndicales, sur la précarité le 24 novembre, une semaine après la grève du 17 novembre. Encore une fois, c'est bien la détermination des agent.es qui pousse l'employeur à réagir ! Cependant, nous refusons que ce groupe de travail serve d'alibi pour faire taire la contestation. Nous refusons de gérer la précarité main dans la main avec l'employeur !

Nous ne pouvons tolérer que la mairie de Grenoble soit le premier employeur de précaires en Isère ! Nous refusons que des agent.es aient des salaires en dessous du seuil de pauvreté. Nous refusons que la maltraitance et l'exploitation des agent.es du service de la DEJ deviennent une norme !

- **STOP à la précarité** : Augmentation des salaires - Plan de titularisation - Abandon des contrats précaires – Abandon des temps non complets imposés;
- **STOP à la surcharge de travail** : Augmentation des temps de pause - Remplacement immédiat des absences - Embauche de renforts;
- **RECONNAISSANCE de nos métiers** : Valorisation des carrières - Gratuité des repas - Conditions identiques pour tous.Tes (transports, repas, COS, Mutuelle, formation...).

Puisque la mairie refuse de prendre en compte l'ampleur de la situation, les organisations syndicales SUD et CNT, en accord avec les personnels du service de la DEJ, ont déposé un nouveau préavis de grève, du jeudi 10 décembre au vendredi 18 décembre, de 11h30 à 13h30.

Les agent.es d'entretien, animateur.trices et Atsem, ainsi que toutes les personnes qui souhaitent les soutenir, se réuniront sur le parvis de la mairie le jeudi 10 décembre, le lundi 14 et le jeudi 17 décembre, de 11h30 à 13h30

Les syndicats SUD et CNT

Contacts :

Syndicat SUD

Alain Fischer

tél : 06 84 52 10 92

Syndicat CNT

Céline TIRARD-COLLET

tél : 06 30 59 49 41